Document généré le 24 juin 2025 15:34

Recherches sociographiques

Laurent-Olivier David et l'infériorité économique des Canadiens français

Yves-F. Zoltvany

Volume 10, numéro 2-3, 1969

Idéologies au Canada français, 1850-1900

URI : https://id.erudit.org/iderudit/055472ar
DOI : https://doi.org/10.7202/055472ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)
1705-6225 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cette note

Zoltvany, Y.-F. (1969). Laurent-Olivier David et l'infériorité économique des Canadiens français. *Recherches sociographiques*, *10*(2-3), 426–430. https://doi.org/10.7202/055472ar

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1969

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

LAURENT-OLIVIER DAVID ET L'INFÉRIORITÉ ÉCONOMIQUE DES CANADIENS FRANÇAIS *

A plus d'une reprise, L.-O. David et les jeunes libéraux du Québec ont constaté l'infériorité économique des Canadiens français. « Le grand danger actuel qui menace notre influence politique et nationale, écrit David, est notre infériorité sous le rapport matériel. » [1] Pour corriger la situation, David plaçait tous ses espoirs dans la participation des Canadiens français à l'industrialisation de leur pays, participation qui, selon lui, pourrait se réaliser au moyen d'une réforme du système d'instruction, par la création d'une barrière tarifaire et par la formation d'une association d'hommes d'affaires canadiens-français pour pallier la pénurie de capitaux. L.-O. David, comme plusieurs idéologues du XX^e siècle, essaie d'expliquer pourquoi les Canadiens français sont demeurés en dehors des grands milieux d'affaires.

Comme première raison, il évoque la psychologie des peuples. Les Canadiens français, par leur caractère et leurs idées, n'étaient pas portés vers les affaires:

« Les nations, comme les individus, diffèrent de caractère et d'aptitudes, et cette diversité est, dans l'ordre de la Providence, un élément nécessaire du progrès de l'humanité. Chaque nation a un rôle spécial à remplir dans les destinées du monde et des facultés propres à l'accomplissement de sa mission. Il est incontestable, par exemple, que les races latines, si intelligentes, ne possèdent pas autant que les races anglo-saxonnes l'esprit pratique nécessaire à la spéculation et au commerce. Malgré que le milieu dans lequel nous vivons ait réagi sur notre caractère, il est évident qu'il n'a pas détruit l'œuvre et l'empreinte de la nature. Ne nous en plaignons pas trop, car si Dieu nous a choisis pour contrebalancer le matérialisme qui semble en Amérique miner toutes les âmes, par l'influence salutaire des idées morales et civilisatrices dont la France nous a confié le dépôt sacré, c'est un rôle dont nous devons nous glorifier. Mais la richesse sur ce continent est nécessaire à l'exercice de ce noble rôle. On négligera au lieu de les adopter nos institutions et nos principes si on ne démontre pas qu'ils peuvent se concilier avec l'esprit d'entreprise et le succès dans le commerce et l'industrie. » [2]

Aux yeux de David cependant, la psychologie des peuples n'expliquait qu'en partie l'infériorité économique des Canadiens français. Comme deuxième raison, il évoque l'évolution historique de cette société:

« L'histoire démontre que le principal but de ceux qui, les premiers, vinrent au Canada fut d'y fonder une nation, d'y implanter la civilisation de la France. Aussi les voit-on, à peine débarqués sur ces rives, s'attacher à la terre et soutenir des luttes sanglantes contre les hordes sauvages qui s'opposent à l'accomplissement de cette glorieuse mission. Nos pères furent essentiellement soldats et laboureurs et lorsque, après des efforts héroïques, ils furent forcés de dire adieu au drapeau blanc que les débris de l'armée de Montcalm emportaient en France, ils retournèrent à leurs champs, bien décidés à continuer l'œuvre

* Extrait d'une thèse de M. A. intitulée *Les libéraux du Québec, leur parti et leur pensée, 1867-1875*, soumise à l'Université de Montréal en 1961. Il est ici question de la période 1870-1873.

[1] *L'Opinion publique*, 5 octobre 1871. Les textes tirés de *l'Opinion publique* sont de L.-O. David; ceux du *Pays* sont anonymes.

[2] *L'Opinion publique*, 8 janvier 1870.

qu'ils avaient entreprise . . . Contents du produit de leurs terres, dont la fertilité dépassait leurs désirs, ils abandonnèrent dès le commencement le commerce et la spéculation aux étrangers que le désir de la fortune attirait dans ce pays . . .

« Pendant ce temps-là, les Anglais, qui n'avaient échappé aucune occasion de s'enrichir, mettaient la main sur toutes les ressources du pays, établissaient des manufactures et accaparaient les principales branches du commerce.

« Venus en Amérique avec des connaissances variées, une éducation pratique, soutenus quelques-uns par les capitalistes de Londres et de Liverpool, ils avaient un avantage immense sur nos compatriotes. Ils joignaient à l'expérience et à l'instruction, qui découvrent les éléments de prospérité, le capital nécessaire au travail et à l'exploitation de ces éléments. Ce sont là des faits incontestables. » [1]

Cette étude est d'autant plus remarquable qu'à cette époque les libéraux ne songeaient guère à l'histoire comme moyen d'explication. Selon Arthur Buies et quelques radicaux, par exemple, l'impuissance des Canadiens français dans le domaine économique était surtout imputable à l'influence du clergé. Cependant, de toutes les explications mises de l'avant à l'époque, celle qui faisait du système éducatif la principale source du mal était la plus populaire chez les libéraux. D'après cette théorie, l'enseignement primaire ne faisait que perpétuer l'ignorance, et l'enseignement universitaire, que déposer chaque année sur le pavé des villes de la province un certain nombre de médecins, de notaires et d'avocats. Par des réformes en ce domaine, les libéraux croyaient pouvoir mettre les Canadiens français en mesure de jouer un certain rôle dans la vie économique du pays.

« Ce ne sont pas seulement les cultivateurs, les ouvriers qui vont aux États-Unis. C'est encore la jeunesse des collèges qui n'a pas d'avenir avec son bagage de latin mal appris, de français plus mal appris encore, de son ignorance de l'anglais et de toutes les branches d'instruction qui seules peuvent ouvrir des carrières avantageuses. Ce qu'il nous faut ce sont des ingénieurs, des géologues, des mineurs, des industriels. Qu'il y ait des collèges classiques, c'est très bien, mais qu'ils n'existent que pour faire équilibre et non comme monopole. L'éducation classique est une chose nécessaire, parce qu'elle conserve le dépôt des grandes traditions, le haut enseignement, et qu'elle est la condition d'élévation des peuples qui sans elle tomberaient dans un matérialisme étroit. Nous la voulons, mais non exclusive. Nous voulons qu'il y ait à côté d'elle des écoles pour les sciences et les arts qui absorbent aujourd'hui presque toute la vigueur intellectuelle des peuples civilisés. » [2]

L.-O. David, aussi, crut voir dans les déficiences du système scolaire la cause principale de l'infériorité matérielle des Canadiens français.

« Il nous faudrait une éducation pratique pour nous rendre capables de tirer parti des avantages et des richesses de notre pays et d'avoir la part qui nous appartient dans les travaux, les grandes entreprises commerciales et industrielles, et nous sommes condamnés presqu'exclusivement au grec et au latin. Il nous faudrait des mécaniciens, des ingénieurs, des architectes, des marchands instruits et nous n'avons que des avocats, des médecins et des notaires . . .

« Quel spectacle humiliant offre notre société. L'industrie, l'agriculture, nos pouvoirs d'eau, nos ressources minières et forestières manquent de bras pour les féconder et en faire jaillir la fortune, le bien-être. Nous sommes obligés d'aller à l'étranger chercher des mécaniciens, des architectes et des artistes, et les professions libérales regorgent de talents

[1] *L'Opinion publique*, 22 janvier 1870.

[2] *Le Pays*, 20 juin 1868.

dévoyés, d'existences flétries par l'inaction et le découragement. Et nos compatriotes s'en vont par milliers aux États-Unis . . . » [1]

Une quatrième raison peut expliquer cette infériorité économique: Les capitalistes canadiens-français étaient ignorants, égoïstes et totalement dépouvus d'esprit d'initiative:

« Si encore, malgré leur petit nombre, ces riches marchands, ces grands propriétaires, faisaient de leur fortune, de leur influence, un emploi aussi utile à la société, un usage aussi libéral que leurs concitoyens d'origine étrangère. Mais là encore n'y a-t-il pas une grande différence? Voyez les Anglais, comme ils brassent, tournent et retournent leurs capitaux, comme ils se lancent dans toute espèce d'entreprise, où ils risquent tous les jours leur fortune. Voyez ces milliers d'employés, d'ouvriers, ces milliers de familles, que leur libéralité, leur activité font vivre. N'est-ce pas là un beau rôle, un noble exemple? Quel bien font à la société ces hommes qui deviennent de plus en plus timides et avares, à mesure que la fortune leur arrive, qui dorment sur leurs écus entassés et ne savent que faire de leurs vastes terrains, pendant qu'ils pourraient augmenter, utiliser leur fortune en faisant vivre des centaines d'ouvriers que le manque de travail chasse à l'étranger. Nous en avons trop de ces hommes parmi nous, malheureusement. On ne peut les rencontrer sans regretter que leur fortune ne soit pas entre des mains plus larges, plus généreuses. Croient-ils, ces favoris de la fortune, que leur conduite est conforme aux desseins de la Providence? Croient-ils qu'ils ont droit à l'estime de leur concitoyens? Non. La société est basée sur la solidarité des intérêts, sur le travail mutuel de ses membres. » [2]

Selon David, les effets produits par la mesquinerie de la classe capitaliste étaient aggravés par le mauvais emploi de capitaux, tant par les anglophones que par les francophones.

« Voulez-vous savoir où est le capital du pays, l'usage qu'on en fait et les personnes qui l'ont entre les mains. Allez sur les rues St-Jacques, St-François Xavier, St-Paul et St-Sacrement. Rôdez autour des banques et de la Bourse, des bureaux de change et des compagnies d'assurance, et vous le saurez. Vous verrez là quelques centaines d'Anglais, jouant à la hausse et à la baisse, spéculant sur les fonds américains, les valeurs de banque et de chemins de fer, et quelques dizaines de Canadiens français allant modestement déposer à la banque le fruit de leurs épargnes, et les banques elles-mêmes faisant de l'agiotage et allant jusque sur les marchés américains spéculer avec les fonds qu'on leur a confiés. C'est-à-dire dans les deux cas, une richesse improductive, des capitaux déplacés, détournés de leurs voies naturelles, des capitaux qui servent à des fins plus ou moins honnêtes, lorsqu'ils devraient être employés à développer les richesses naturelles, l'industrie du pays.

« Et on est surpris après cela que le pays soit pauvre, que toutes les classes de la société soient en souffrance . . . » [3]

« À quoi maintenant sont employés les capitaux de ces banques? Est-ce à favoriser l'industrie? Non. On ne crée pas des industries en payant des intérêts de 12%, 15% et 20%. Une grande partie alimente l'agiotage, les spéculations véreuses, la petite usure. C'est de la poudre jetée aux moineaux, du bon grain semé sur la pierre. Une autre partie sert à préparer de grosses banqueroutes entre les mains de gens qui savent tirer les ficelles, faire sonner les grosses cloches de la finance.

---

1 *L'Opinion publique*, 5 février 1870.

2 *L'Opinion publique*, 22 janvier 1870.

3 Extraits d'un discours de L.-O. David prononcé à l'Institut des artisans canadiens, cité dans *l'Opinion publique*, 21 décembre 1871.

« Ajoutons ces capitaux à ceux qui vont en Angleterre et aux États-Unis et voyons ce qui reste pour encourager l'industrie, l'agriculture, le commerce honnête et solide, les gens honorables qui ne veulent pas payer 20% quand ils *font* 12% . . . » [1]

L.-O. David attribuait donc l'infériorité économique du Canada français à cinq causes principales: à la psychologie des peuples, à l'histoire, à l'absence d'une éducation pratique, à l'avarice et l'ignorance des capitalistes, aux capitaux mal utilisés. Cependant, comme la majorité des libéraux, il était convaincu de l'existence de moyens susceptibles de corriger la situation. Dans le domaine de l'éducation, par exemple, le mal suggérait le remède. Il fallait en partie remplacer l'éducation classique par l'éducation scientifique et commerciale. David, de son côté, sûr du principe voulant que l'union fasse la force, recommanda la formation de sociétés d'épargnes comme un des meilleurs moyens de développer l'économie:

« À la vue des sociétés de construction et de prêt qui surgissent partout en ce moment, nous regrettions, il y a quelque jours, qu'on ne formât pas de pareilles associations pour le progrès de l'industrie. M. le notaire Bédard, donnant une forme pratique à cette idée, proposait dans notre dernier numéro le plan d'une société qui, moyennant une rétribution hebdomadaire insignifiante pourrait, d'ici à quelques années mettre des sommes énormes dans l'établissement des manufactures . . .

« Puisque les grands capitaux nous manquent, unissons-nous pour les produire. Faisons des louis avec des sous et des millions avec des piastres. Que l'établissement des manufactures, qui doit profiter à tout le monde, soit le résultat du patriotisme de tout le monde.

« Outre les profits directs que les actionnaires retireraient d'une pareille société, ils auraient une part considérable dans le progrès et la prospérité du pays qui en résulteraient. Ce qui enrichit un pays enrichit chaque homme en particulier. Une taxe de quelques chelins ou de quelques piastres par tête n'est rien en comparaison de ce qu'elle donne quelquefois. Malheureusement, nous aimons trop les petites affaires et les affaires sûres. Nous sommes un peuple de petits rentiers. Nous n'aimons rien tant que d'avoir notre petit trésor sous la main, pour le regarder grossir sans effort et sans danger. Nous aimons mieux y ajouter un sou aujourd'hui qu'une piastre demain s'il faut courir le moindre risque pour avoir la piastre . . . » [2]

L.-O. David attacha donc une grande importance à l'association des capitaux pour industrialiser le Québec. De concert avec les jeunes libéraux, il insista aussi sur l'urgence d'établir une politique d'immigration adaptée à un pays qui s'industrialise. Dans un discours à l'Assemblée législative, Wilfrid Laurier exprima l'opinion des jeunes de son parti sur cette question:

« Nous pouvons néanmoins, je pense, introduire ici une immigration industrielle. Je n'entends pas parler des simples ouvriers, mais des maîtres ouvriers et des petits bourgeois qui peuplent toutes les villes d'Europe. La raison qui les décidera à venir ici placer leur travail et leurs capitaux, c'est que nous pouvons produire à vingt-cinq pour cent meilleur marché que sur n'importe quelle partie du continent américain. Ce qu'il nous faut, ce sont les maîtres mineurs du pays de Galles et du nord de l'Angleterre, les mécaniciens de l'Alsace, les tisserands flamands, les ouvriers allemands de toute sorte. Une telle immigration, il me semble, donnerait à l'industrie une impulsion extraordinaire. » [3]

---

[1] *L'Opinion publique*, 11 juin 1873.

[2] *L'Opinion publique*, 4 septembre 1873.

[3] Discours de Wilfrid Laurier prononcé à l'Assemblée législative le 10 novembre 1871 en réponse au discours du trône, cité dans U. BARTHE, *Wilfrid Laurier à la tribune*.

Si la législature peut légiférer en matière d'émigration, la constitution limite son action dans les autres secteurs. Les jeunes libéraux déplorent cette situation et n'hésitent pas à réclamer que la législature agisse comme un groupe de pression auprès du gouvernement central:

« Notre législature locale contient plusieurs champions de la nouvelle politique (industrielle). MM. Laurier et Larocque ont déjà élevé la voix en faveur de l'établissement systématique de manufactures. Cependant leurs efforts ne peuvent avoir un résultat immédiat parce que l'arène est mal choisie.

« La législature locale ne peut statuer sur le tarif dont les variations dépendent complètement du parlement fédéral. Ses délibérations et ses décisions n'affectent qu'indirectement la question. Mais l'influence d'une législature provinciale qui occupe le second rang dans la confédération devrait nécessairement peser dans la balance et engager nos législateurs fédéraux à ne pas ignorer nos besoins et à écouter nos justes plaintes . . .

« Puisque la législature locale ne peut elle-même modifier le tarif, qu'elle étudie les causes de notre infériorité industrielle; qu'elle s'adresse au parlement fédéral pour en obtenir ce que requiert notre position et nos besoins; qu'elle fasse mousser notre cause par tous les moyens dont elle dispose. Un bon comité, composé de membres actifs, dévoués, connaissant bien les intérêts de l'industrie, pourrait étudier sérieusement les moyens de créer une industrie nationale. Sur son rapport serait calqué une adresse au parlement fédéral pour faire entendre notre voix à Ottawa. Là, les avocats de notre cause ne manqueraient pas, puisque plusieurs de nos représentants provinciaux siègent également aux communes. Nous espérons que les membres de la législature locale ne tarderont pas à lever hautement le drapeau de l'industrie manufacturière et à combattre énergiquement sous son ombre. » [1]

De 1870 et 1873, L.-O. David et les jeunes libéraux formulèrent sur la situation de la société québécoise un diagnostic bien différent de celui des ultramontains qui, traumatisés par la question romaine, étaient incapables de situer le Québec dans son cadre géographique et historique. Néanmoins, l'idéologie agriculturiste et ultramontaine domine cette période et David, cet apôtre de l'industrialisation, n'échappa pas à son influence. Après avoir proclamé en 1871 que « notre position géographique, la conformation de notre sol, les richesses minières et industrielles qu'il renferme, nos attitudes et nos besoins, tout nous indique que le Bas-Canada doit être le centre manufacturier et industriel de l'Amérique du Nord », [2] il écrit l'année suivante, en réponse à une lettre du curé Labelle: « Nous croyons [comme le curé Labelle] que l'agriculture est la base de notre avenir national et matériel. » [3] Pareille contradiction affaiblit singulièrement sa pensée et explique peut-être pourquoi le programme d'industrialisation des éléments progressistes de la société québécoise n'obtint pas la faveur de la population.

Yves-F. ZOLTVANY

Département d'histoire,
Université McGill.

1 *Le Pays*, 21 novembre 1871.

2 *L'Opinion publique*, 5 octobre 1871.

3 *L'Opinion publique*, 4 janvier 1872.